

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Segolene-Royal-et-Fessenheim-pourrissement-ou>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Nos dossiers et analyses > Pourquoi il fallait fermer Fessenheim > Actualités > **Ségolène Royal et Fessenheim : pourrissement ou reniement ?**

**23 mai 2014**

## **Ségolène Royal et Fessenheim : pourrissement ou reniement ?**

**Analyse des propos de Ségolène Royal sur Fessenheim lors de son audition à l'Assemblée Nationale le 21 mai 2014.**

**STOP TRANSPORTS - HALTE AU NUCLEAIRE (Association membre du Réseau SORTIR DU NUCLEAIRE)**

### **Ségolène Royal et Fessenheim : pourrissement ou reniement ?**

Lors de son audition devant la commission d'enquête relative aux coûts de la filière nucléaire ce mercredi à l'Assemblée nationale, Madame Royale, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a annoncé que la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim serait contractuelle entre "l'État, EDF, les responsables des territoires ...", plutôt que de figurer dans la future loi sur la transition énergétique. Lorsque l'on connaît l'empressement d'EDF et des "responsables des territoires" à se conformer à la promesse répétée de François Hollande de fermer définitivement la centrale à la fin de 2016, on comprend qu'il ne s'agit de rien d'autre que du reniement de cette promesse.

Que l'on le regrette ou pas, les "territoires" n'ont aucune prérogative légale en matière d'énergie. Rappelons que le président Sarkozy a fait voter par le Parlement la construction du futur réacteur EPR, pour maquiller cette décision en "choix national". Et aujourd'hui, en se défaussant de ses responsabilités sur un pseudo-contrat qu'il reste à mettre en place, Madame Royale garantit à la centrale un délai supplémentaire qui permettra de passer "en douceur" le cap de l'élection présidentielle de 2017.

Pour ce qui est de préparer un "groupe de travail", madame le Ministre oublie-t-elle qu'en décembre 2012, Francis Rol-Tanguy a été nommé délégué interministériel chargé de la fermeture de Fessenheim. Et qu'en octobre 2013, avant d'avoir rendu le moindre rapport public, monsieur Rol-Tanguy (aujourd'hui son directeur de cabinet) a été remplacé par Jean-Michel Malerba, dont la discrétion et l'impuissance reconnue illustrent l'importance de sa mission, du moins pour le ministère.

Quant à l'idée de faire du site de Fessenheim un "pôle d'excellence que le démantèlement des centrales", on peut rappeler qu'il s'agit là d'une proposition que nous avons déjà faite ... en 2004. Et de fait, puisqu'aucune centrale de puissance française n'a jamais été complètement démantelée, cette notion de "pôle d'excellence " n'est qu'un enfumage de plus : madame Royale oublie-t-elle qu'un tel pôle existe déjà : le petit réacteur PWR de Chooz (305 MW) est en cours de démantèlement depuis 2007, après 6 ans d'études, et pour une durée d'au moins 15 ans.

Nous le disons depuis plus d'un an, nous le réaffirmons aujourd'hui : le gouvernement est en train de mettre en place tous les éléments qui lui permettront de ne pas respecter la promesse faite par François Hollande de mettre à l'arrêt la centrale de Fessenheim au cours de son mandat. Pourrissement du dossier, changements de stratégies, annonces bidons, tout est bon aujourd'hui pour montrer à quel point le pouvoir politique se conforme à la volonté du lobby nucléaire.

Et pendant ce temps, depuis 2 mois, le réacteur N°1 de la centrale est à l'arrêt en raison d'une inondation (déclaration à l'ASN) rebaptisée "fuite d'eau" (déclaration à la presse).

Stop Transports - Halte au nucléaire : Rémi Verdet (06 13 36 71 89)

Jean-Marie Brom (06 08 98 79 40)